

Transitions écologiques, usages des sols et industries extractives

Du 31 décembre 2020 au 30 décembre 2021



Equipe :

- * Responsable du projet : Sébastien CHAILLEUX.
- * Chercheurs : Xavier ARNAULD de SARTRE, Sébastien CHAILLEUX, Daniel COMPAGNON (Centre Emile DURKHEIM).

Projet :

Le projet part du constat d'une sollicitation toujours plus forte des bases matérielles de la société contemporaine à travers l'exploitation intensive des sols et des sous-sols. Si l'économie politique a insisté de longue date sur le rôle des ressources énergétiques et minérales du sous-sol dans la construction des sociétés modernes, l'urgence d'une crise écologique globale pose de façon plus aigüe la question de la compatibilité entre cette mobilisation toujours accrue des sols et des sous-sols et le nécessaire processus de transition écologique, qui prendrait pour axiome l'existence de limites physiques à la croissance économique (Abraham et Murray 2015; Hopkins 2009). Si ces milieux jouent un rôle crucial mais sous-évalué dans la conception dominante de la transition inspirée par l'approche de la « modernisation écologique » (Mol, Sonnenfeld, et Spaargaren 2009), ce qui apparaît également remarquable c'est une politisation très partielle des enjeux autour de ces questions (au regard d'autres thématiques environnementales comme l'eau, la biodiversité, la pollution atmosphérique et l'utilisation des phytosanitaires par exemple).

Deux hypothèses explicatives peuvent être explorées:

D'une part, sols et sous-sols sont l'objet de politiques sectorielles et de savoirs spécialisés qui contribuent à leur confinement dans des espaces de débat relativement étroits (Donadieu, Rémy, et Girard 2016; Fournil et al. 2018).

D'autre part, si des mobilisations sociales contestataires, parfois très visibles, marquent l'espace public, tels que les débats sur l'interdiction du glyphosate ou de la fracturation hydraulique (Chailleux 2016), la mise en politique des problématiques soulevées demeure partielle.

Nous voudrions dans ce projet poser la question d'une gouvernance des sols et des sous-sols qui deviendrait compatible avec une appréhension correcte de la crise écologique globale. Face à la multiplication des dépassements des seuils de surexploitation (référence aux courbes de

hockey reprises dans de nombreuses publications (Bonneuil et Frescoz 2013), nous souhaitons questionner le discours de la promesse sous-tendant les politiques françaises en matière de sol et de sous-sol.

Commanditaire :

Département CHANGES

Partenaire :

université
de **BORDEAUX**

Durée :

12 mois.